

Dossier Les agriculteurs acculés

AGRICULTURE. « On est en train de crever ! »

Laurent Goudelin est éleveur laitier à Saint-Pardoux-Isaac. Après les actions de la Coordination Rurale 47, il nous raconte son quotidien et ses problèmes semblables à ceux que rencontrent d'autres agriculteurs du territoire.

Mardi 2 février, une quinzaine d'éleveurs de la Coordination Rurale 47 fait irruption dans la permanence de la députée Régine Povéda à Marmande. Ils y déposent des cadavres d'animaux. Parmi eux, Laurent Goudelin, éleveur laitier à Saint-Pardoux-Isaac, « On est en train de crever ! » avait-il alors lâché. Sur son exploitation au lieu-dit « Le Rousset », le discours de l'éleveur est plus posé mais les maux évoqués sont toujours les mêmes.

200 vaches

Laurent Goudelin est installé depuis 1999, il a repris l'exploitation familiale. Sur ses 160 hectares, 100 sont réservés à l'élevage laitier et 60 pour la culture des céréales. Il possède 200 vaches laitières de race Brune des Alpes et Holstein ainsi qu'un coupage des deux. La moitié du bétail est en élevage et l'autre est consacrée à la traite.

Différents bâtiments sont réservés aux animaux. Les veaux sont dans des box individuels puis « en lot » c'est-à-dire à plusieurs. L'agriculteur ne produisant que du lait, les mâles sont vendus à d'autres élevages pour la viande. Les velles grandissent puis sont inséminées entre 15 et 18 mois. Elles se retrouvent dans un autre hangar avec des « logettes », sorte de matelas recouvert de pailles. Elles partent ensuite à la traite puis sont parquées dans un enclos pour être traitées de nouveau. Quand viennent les beaux jours en mars, avril, les vaches sont en pâture et gambadent dans le pré.

« 90 heures semaine »

Ces animaux, il faut s'en occuper. « On les traite deux fois par jour matin et soir. Ça prend deux heures pour chaque traite et une heure de plus pour le lavage. Rien que pour ça, on est déjà à 35



Laurent Goudelin dans son exploitation avec ses vaches laitières.

heures » commente Laurent.

« Nous n'avons que les miettes »

Lorsqu'elles ne sont pas en pâture, ses vaches sont nourries avec un ensilage d'herbes, de maïs, de blé et du tourteau de soja. « L'herbe, le maïs, le blé, viennent de la ferme. On essaie d'être le plus autonome possible pour être le moins sensible aux prix fluctuants. »

Mais cette autonomie ne va pas sans investissements. « J'ai besoin de beaucoup de bâtiments, de tracteur, d'une ensileuse, d'une mélangeuse, du matériel pour faire les céréales... Ce sont des inves-

tissements lourds. On est dans les emprunts constamment. » Chargées également les journées de l'éleveur. « Je fais 90 heures par semaine. Je me lève à 5h, je débute le travail à 6h et j'arrête à 20h. Je mange jusqu'à 21h et je me mets au papier jusqu'à 23h, sept jours sur sept. »

« A perte »

Même si les journées sont longues, Laurent Goudelin est passionné par son métier. Les problèmes ne se situent pas là, l'agriculteur comme d'autres est pris à la gorge. « Aujourd'hui le prix du litre de lait est à 27 ou 28 centimes dans les laiteries. Ça nous revient plus cher de le produire. On travaille à perte. A 35 centimes, on arriverait à zéro. Il faudrait être

à 40 centimes pour que l'on se rémunère. Le prix du lait n'a pas bougé en 25 ans alors que les charges ont doublé. »

L'ennui c'est que les éleveurs ne choisissent pas le prix. Selon l'éleveur, le système part d'en haut. La grande distribution s'adresse aux transformateurs, comprenez les laiteries, qui mettent le lait dans les bricks par exemple. Ces dernières prennent leur matière première chez les éleveurs laitiers.

« La grande distribution se prend un pourcentage sur les produits, nous n'avons que les miettes. L'agriculture est la variable d'ajustement. Nous, on voudrait mettre nos charges fixes plus celles de fonctionnement ajoutées à l'investissement et aux salaires pour ensuite dire je

le vends à tant mais c'est le contraire, on nous dit: c'est tel prix. »

« N'importe qui produit ce qu'il veut. Il y a une surproduction européenne depuis début 2015. Le prix du lait baisse de 20 % s'il y a une surproduction de 3 %. Ils ont libéralisé plus vite que la consommation. » Laurent Goudelin fait référence à la fin des quotas laitiers en 2015 dont le plafond avait toutefois été déjà relevé ou dépassé depuis plusieurs années.

35 heures pour la traite

L'agriculteur pense particulièrement à l'Allemagne et aux Pays-Bas qui peuvent inonder le marché et se l'accaparer. « Il faut voir toute la chaîne, un agriculteur a des salariés, il participe au système social français. » Exténué et inquiet pour l'avenir incertain, la seule solution qui paraît viable à Laurent Goudelin, ce sont les « fermes usines comme en Allemagne où c'est classique d'avoir 2.000, 3.000 vaches. » Mais « ce n'est pas mon objectif d'être juste un financier. En France, on a gardé cette fibre familiale. » Un patrimoine en danger.

Wilfried Pinson

Investissements

L'agriculteur emploie deux personnes, il aimerait en embaucher plus mais c'est impossible comme le renouvellement du matériel. « On ne peut plus investir. Nos seules solutions sont de décapitaliser, c'est-à-dire vendre des animaux, ou de prendre un autre emprunt » regrette-t-il. Difficile également d'investir pour se mettre aux normes. Ces dernières qui évoluent, pèsent sur les agriculteurs qui peinent parfois à suivre le rythme. « Tous les 10 ans, ils changent les critères, on ne peut pas tenir. La zone vulnérable¹ a été élargie, il me faudrait 100.000 € pour être aux normes 2015. »

1 Zones désignées comme vulnérables à la pollution diffuse par les nitrates d'origine agricole.

CR47. Actions chez les députées



Le bétail mort dans l'entrée de la permanence.

Le syndicat Coordination Rurale 47 a organisé deux actions coups-de-poing le 2 février. Une quinzaine d'agriculteurs ont déposé un cochon, un veau et des canards dans la permanence de la députée de la 2^{ème} circonscription du Lot-et-Garonne, Régine

Povéda. En parallèle, ils font de même au sein de la permanence de la députée de la première circonscription Agen-Nérac, Lucette Lousteau.

La CR 47 estime que les représentants du département ne les soutiennent pas.

Au bord de la révolte...

Patrick Franken, président de la CR47, est au téléphone et trépigne. La colère ne sera pas à la hauteur du désarroi qu'éprouvent les agriculteurs mais le but est de faire écho à la colère des éleveurs bretons : « Vous vous rendez compte que si ça ne va pas chez eux, pays d'élevage, comment voulez-vous que ça aille chez nous » glisse Patrick Franken. C'est une menace tout entière sur l'agriculture qui est l'enjeu des manifestations d'aujourd'hui. Les revendications pleuvent : des prix rémunérateurs, une meilleure considération de nos productions, une réglementation moins lourde, une TVA sociale « c'est-à-dire sur la consommation pas sur la production », les quotas laitiers, une contractualisation correcte éleveurs-céréaliers etc.

« Cela fait des années qu'on dénonce la situation insoutenable des agriculteurs face aux crises à répétition, face à une concur-

rence déloyale qui nous vient du monde entier et même de notre propre Union européenne ; Malgré cela, les gouvernements se succèdent sans qu'il y ait la moindre prise de conscience. Ces élus du peuple ne sont plus à l'écoute des forces vives de leur pays, et au contraire ils les accablent chaque jour un peu plus » tempête Patrick Franken. « Les éleveurs se meurent dans leurs élevages et avec eux, leurs animaux. Ils sont dévastés par l'absence de prix rémunérateurs et par une réglementation trop lourde comme la norme zone vulnérable. Sans parler des luttes épuisantes contre tous les contrôles, les contraintes environnementales qui nous valent des condamnations insupportables et scandaleuses. Et tout ça pour une protection sociale misérable offerte par notre MSA qui débouche sur une retraite de moins de 700€/mois... ».

ANIMAL FACTORY

Le spécialiste de la nutrition animale

TOUT POUR VOS ANIMAUX DE COMPAGNIE !

Zac la Croix de Lugat **MARMANDE/ST PARDoux DU BREUIL**